

Je choisis la cavale

Visé par un mandat d'arrêt européen à la suite d'actions anti G20 à Hambourg, en Allemagne, en 2017, Loïc, militant à Bure contre le projet Cigéo, dénonce l'acharnement judiciaire à son encontre et annonce se soustraire à la police.

Le mardi 29 mai, lorsque mon père part au travail, la police rôde dans la ruelle. L'un d'eux précisera qu'il était présent depuis 3h30 du matin, guettant mon retour au domicile familiale. C'est lorsque ma mère rentre le soir à 19h30 que 15 policiers réalisent une perquisition de la cave au grenier. Elle durera 4h, jusqu'à 00h00. La police allemande est également présente. Ils prennent des clés USB (dont celle de mon père qu'il utilise pour le travail), des cd, deux disques durs externes (dont celui de ma petite sœur), une bombe de peinture, des habits (ils recherchent longuement un slip en particulier, sans succès), le vieux caméscope familial, un feu d'artifice, un masque de hibou de la lutte à Bure etc. Des gendarmes de Commercy sont également présents, profitant de l'occasion pour faire une perquisition en rapport avec Bure sans préciser les motifs, la fameuse enquête « d'association de malfaiteurs » ?

Ce qui a surtout motivé le déploiement de 15 policiers, c'est la manifestation contre le G20 qui a eu lieu à Hambourg l'année dernière. Lors de cette rencontre des chefs d'État des plus grandes puissances de ce monde et des leaders des banques centrales, malgré les 20 000 policiers venus de toute l'Allemagne, le centre-ville d'Hambourg est hors-contrôle. Les gens sont dans la rue, font face à la police, enflamment des barricades. Le ministre allemand des finances et l'épouse du président Américain Melania Trump sont bloqués et annulent leur déplacement. Impossible de rejoindre le G20. Des prêtres hébergent dans leurs églises des militantes et militants venus du monde entier. Impossible pour les leaders capitalistes et grands responsables du réchauffement climatique de se retrouver en paix. On récolte ce que l'on sème. Pour reprendre le contrôle de la rue, la police allemande déploiera même une unité spéciale, fusil d'assaut à la main. Le ministre fédéral de la justice allemande déclarera « *Il n'y aura plus de G20 dans une grande ville allemande.* » Victoire ! Mais à quel prix ?

Ich wähle die Flucht (den Ausbruch)

Nach Loïc, einem Aktivisten gegen das Cigéo-Projekt in Bure (a) wird wegen Anti-G20-Aktionen in Hamburg im Jahr 2017 mit einem europäischen Haftbefehls gefahndet. Er verurteilt die verbissene Jagt auf ihn und erklärt, warum er versuchen wird, sich der Polizei zu entziehen.

„Am Dienstag, den 29. Mai, als mein Vater gerade zur Arbeit gehen will, streift die Polizei durch die Gasse. Einer von ihnen gibt an, dass sie seit 3:30 Uhr morgens dort sind und auf meine Rückkehr ins Familienhaus warten. Als meine Mutter abends um 19:30 Uhr nach Hause zurückkehrt, durchsuchen gerade 15 Polizisten den Dachboden. Es dauert 4 Stunden, bis 00:00 Uhr. Auch die deutsche Polizei ist anwesend. Sie nehmen USB-Sticks (einschließlich der meines Vaters, die er für die Arbeit benutzt), CDs, zwei externe Festplatten (einschließlich der meiner kleinen Schwester) mit, außerdem eine Spraydose, Kleidung (sie suchen lange Zeit vor allem nach einem Slip, ohne Erfolg), den alten Familien-Camcorder, einen Feuerwerkskörper, eine Eulenmaske aus dem Kampf in Bure etc. Auch Gendarmen aus Commercy (b) sind anwesend und nutzen die Gelegenheit, ohne Angabe von Gründen eine Durchsuchung im Zusammenhang mit Bure durchzuführen, die berühmte Ermittlung "kriminelle Vereinigung"?

Hauptmotivation für den Einsatz von 15 Polizisten war die Demonstration gegen die G20 im vergangenen Jahr in Hamburg. Bei diesem Treffen der Staatschefs der Großmächte der Welt und der Zentralbankchefs ist die Hamburger Innenstadt trotz der 20.000 (c) Polizisten aus ganz Deutschland außer Kontrolle geraten. Die Menschen sind auf der Straße, stehen der Polizei gegenüber und setzen Barrikaden in Brand. Der deutsche Finanzminister und die Frau des US-Präsidenten, Melania Trump sind blockiert und müssen ihre Termine absagen – für sie ist es unmöglich das G20 – Treffen aufzusuchen. Pastoren beherbergen Aktivist*innen aus der ganzen Welt in ihren Kirchen. Es ist unmöglich, dass kapitalistische Führer, die für die globale Erwärmung Verantwortlichen Frieden finden. Es wird geerntet, was gesät wurde. Um die Kontrolle über die Straße wiederzuerlangen, setzt die deutsche Polizei sogar eine Spezialeinheit ein, mit Sturmgewehren im Anschlag. Der Bundesminister der Justiz wird sagen: "Es wird in einer deutschen Großstadt keinen G20 mehr geben" Sieg! Aber zu welchem Preis?

Propagande, criminalisation, avis de recherche, le moindre acte de révolte se retrouve fortement réprimé. La vengeance des puissants s'annonce terrible. Des appels à la délation sont lancés dans les journaux allemands, publiant des photos de manifestants le visage découvert lançant des pierres. Ces mêmes journaux qui pourtant font l'éloge des gens jetant des projectiles sur la police au Venezuela (1). Ou comment les médias soi-disant impartiaux jugent ce qui est politiquement correct et conditionnent l'esprit de révolte. Des personnes répondront à l'appel de délation lancé par la police d'Hambourg sur son site internet, une méthode qui évoque de sombres souvenirs. Ce sont 3 343 enquêtes qui ont été ouvertes par le commando spécial d'investigation, qui possède plus de 13 Terra bytes de données à traiter.

Ce 29 mai, c'est une action policière coordonnée de plusieurs dizaines de perquisitions à travers l'Europe : Italie, Suisse, Espagne et France. Rien qu'en Suisse c'est 150 policiers qui sont entrés en action. Le commando spécial Argus a également participé à l'opération en attaquant un appartement privé et en menottant et bâillonnant tous les habitants (2). Au même moment, une soixantaine de policiers entraient au « Kultur Zentrum », cassant toutes les portes et restant dans la maison pendant une bonne heure. À la fin, ils ont confisqué et transporté deux remorques remplies d'objets différents.

Je n'étais pas chez mes parents, ils n'ont pas laissé de convocation, rien m'invitant à me rendre au commissariat. Non, je suis directement sous mandat d'arrêt européen. Recherché par la police. Mes 2 parents seront auditionnés comme témoins au commissariat. De mémoire, vu qu'ils n'ont reçu aucun papier, je serais accusé de complicité et aussi de bande organisée pour dégradation, incendie de bâtiment (peine de 10 + 5 ans), port d'arme catégorie A et violence sur agent. Vu que j'ai actuellement pas mal de procès dont la moitié ne devraient pas exister, avant de me rendre à la police afin de me défendre et comprendre ces nouvelles accusations ahurissantes, je souhaite rentrer en négociation. Je demande la suppression de la moitié de mes procès qui sont illégitimes au regard de la vérité et de vos principes legalistes. En effet, je suis victime d'un acharnement judiciaire et policier. Cette affaire sur le G20 sera mon 6ème procès.

Propaganda, Kriminalisierung, öffentliche Fahndung... der geringste Akt einer Revolte wird massiv niedergeschlagen. Die Mächtigen kündigen massive Rache an. In vielen deutschen Zeitungen wird zur Denunziation aufgerufen, Fotos von unvermumten Demonstrant*innen, die Steine werfen werden veröffentlicht. Es sind dieselben Zeitungen, die Leute loben, die Gegenstände auf die Polizei in Venezuela werfen (1). Die vermeintlich unparteiischen Medien beurteilen, was politisch korrekt ist und wollen so den Geist der Revolte konditionieren. Die Menschen folgen dem Aufruf der Hamburger Polizei zur Denunziation auf ihrer Website, eine Methode, die dunkle Erinnerungen wachruft. Die Sonderkommission eröffnete 3.343 Untersuchungen, für die sie mehr als 13 Terabyte Daten zu verarbeiten haben.

Am 29. Mai dieses Jahres ist es eine koordinierte Polizeiaktion von mehreren Dutzend Durchsuchungen in ganz Europa: Italien, Schweiz, Spanien und Frankreich. Allein in der Schweiz waren 150 Polizisten beteiligt. Das Argus-Sonderkommando beteiligte sich auch an der Operation, indem es eine private Wohnung stürmte und dort allen Bewohner*innen Handschellen anlegte und sie knebelte (2). Zur gleichen Zeit betraten etwa sechzig Polizisten das dortige Kulturzentrum, brachen alle Türen auf und blieben eine gute Stunde im Haus. Am Ende beschlagnahmten und transportierten sie zwei Anhänger voller verschiedener Gegenstände ab.

Ich war nicht im Haus meiner Eltern, sie hinterließen keine Vorladung... nichts, was mich aufforderte, zur Polizeiwache zu kommen. Nein, ich stünde direkt unter europäischem Haftbefehl - von der Polizei gesucht. Meine beiden Eltern werden als Zeugen auf der Polizeiwache vernommen. Aus dem Gedächtnis, da sie kein Protokoll erhielten, würde ich der Tatbeteiligung und auch der organisierten Bandenbildung beschuldigt - wegen schwerer Sachbeschädigung, Brandstiftung (10 + 5 Jahre Haft), Tragen einer Waffe der Kategorie A und Gewalt gegen einen Beamten angeklagt werden. Ich habe derzeit ohnehin schon etliche Verfahren, wovon die Hälfte völlig ungerechtfertigt ist. Bevor ich zur Polizei gehe, um mich zu verteidigen und diese erschütternden neuen Anschuldigungen verstehen kann, möchte ich in Verhandlungen treten. Ich fordere die Aufhebung der Hälfte der (bisherigen) Anklagen, die im Lichte der Wahrheit und auch nach rechtsstaatlichen Prinzipien rechtswidrig sind. In der Tat bin ich das Opfer von Verfolgung durch Justiz und Polizei. Dieser G20-Fall wird mein sechster Prozess sein.

Mon premier procès fut pour complicité d'attaques informatiques avec Anonymous de l'Opération contre les Grands Projets Inutiles et Imposés, je me suis défendu au tribunal expliquant la raison de mon acte. J'ai eu 4 mois de prison avec sursis et 5 000 € de dédommagement collectif avec les 2 autres personnes arrêtées. (3)

Mon 2ème procès fut pour complicité d'attaques informatiques avec Anonymous de l'Opération contre les Grands Projets Inutiles et Imposés, je me suis défendu au tribunal expliquant que j'ai déjà été jugé pour ça. Je suis relaxé par le juge grâce au principe de « Non Bis in Idem » (ne pas être jugé 2 fois pour la même chose) mais le parquet décide de faire appel. Cette deuxième audience arrive au mois de septembre 2018. (Procès illégitime) (4)

Mon 3ème procès fut pour « Outrage et rébellion » et « Incitation directe à la rébellion » lors de la manifestation du 15 septembre 2016 contre la loi travail. Grâce à une vidéo (5) qui prouve l'inexistence de « l'outrage » et le mensonge de « l'incitation directe à la rébellion » créé par plusieurs policiers se mettant d'accord pour délivrer ce faux témoignage. « On est plus nombreux qu'eux, on leur rentre dedans », ces 2 accusations tombent à l'eau mais je suis quand même condamné pour « rébellion ».

Alors que je suis victime d'une arrestation qui n'a plus aucun motif d'interpellation, je suis condamné ce 18 mai à 1 mois de prison ferme si je ne paye pas les 600€ d'amende dans le mois. Je dois également payer 350 € au policier au titre de préjudice moral et des frais judiciaires. Reprenons. Des policiers m'interpellent sous des motifs mensongers, l'un me frappe au visage, je saigne du nez : on me condamne pour avoir gesticulé des bras et des jambes. Très bien. Inversons un instant les rôles. Je travestis la vérité avec des complices : je serais accusé de faux témoignages en réunion. Le policier gesticule pendant que je le frappe au visage, il saigne du nez : je serais accusé de violence sur agent ayant entraîné X jours d'ITT. Nous vivons apparemment dans un pays où existe le principe d'égalité et de justice. S'il y avait réellement une justice, ces policiers seraient poursuivis pour faux témoignage et violence hors usage « légitime » de la force. Mais l'impunité policière puise sa force dans le privilège de l'uniforme et sans abolition des privilèges, point d'égalité. (Procès illégitime) (6)

Mein erster Prozess war wegen Mittäterschaft bei Computerangriffen von Anonymous gegen unnütze, wie auch durchgeboxte Großprojekte. Ich habe mich vor Gericht verteidigt und den Grund für meine Aktion erläutert. Ich bekam 4 Monate Bewährungsstrafe und zusammen mit den 2 anderen Angeklagten mussten wir 5.000 € Entschädigung zahlen. (3)

Mein zweiter Prozess war ebenfalls wegen Beteiligung an Computerangriffen mit Anonymous gegen diese Großprojekte. Ich verteidigte mich erneut vor Gericht und erklärte, dass ich dafür bereits vor Gericht gestellt und verurteilt worden sei. Diesmal wurde ich vom Richter freigesprochen, dank des Prinzips "No Bis in Idem" (man kann nicht zweimal wegen derselben Anschuldigung verurteilt werden), aber der Staatsanwalt beschließt, Berufung einzulegen. Diese zweite Anhörung ist für September 2018 geplant. (Ein unrechtmäßiger Prozess) (4)

Mein dritter Prozess war wegen "Beleidigung und Rebellion" und "Direkter Aufforderung zur Rebellion" während der Demonstration vom 15. September 2016 gegen das neue Arbeitsrecht. Dank eines Videos (5), das die Nichtexistenz von "Beleidigung" und die Lüge einer "direkten Aufforderung zur Rebellion" beweist, die von mehreren Polizisten in die Welt gesetzt wurde, die sich bereitfanden, diese falschen Aussagen zu machen... "Wir sind zahlreicher als sie, man wird sich wiedersehen" (?). Diese beiden Anklagen sind ins Wasser gefallen, aber ich werde dennoch wegen "Rebellion" bestraft.

Obwohl ich Opfer einer Festnahme wurde, für die es keine legale Grundlage gab, werde ich am 18. Mai zu einem Monat ohne Bewährung verurteilt, wenn ich die 600 Euro Strafe nicht innerhalb des Monats zahle. Ich soll außerdem noch 350 € an den Polizisten für „moralischen Schaden“ und die Gerichtskosten zahlen. Noch einmal von Vorne: Polizisten nehmen mich ohne ausreichenden Grund fest, man schlägt mir ins Gesicht, ich blute aus der Nase: Ich werde verurteilt, weil ich mit Armen und Beinen gestikuliert habe. Sehr gut. Lassen Sie uns die Rollen für einen Moment umkehren. Ich verberge die Wahrheit zusammen mit Komplizen: Ich würde der falschen Aussage in den Verhandlungen beschuldigt werden. Der Polizist gestikuliert, während ich ihm ins Gesicht schlage, seine Nase blutet, was zu X Tagen Arbeitsunfähigkeit führt: Ich würde wegen Körperverletzung gegen einen Vollstreckungsbeamten angeklagt werden. Wir leben in einem Land, in dem angeblich der Grundsatz der Gleichheit und Gerechtigkeit gilt. Wenn es eine echte Gerechtigkeit (Justiz) gäbe, würden diese Polizisten wegen Meineids und den Einsatz von Gewalt außerhalb des rechtlichen Rahmens verurteilt werden. Aber die polizeiliche Straffreiheit bezieht ihre Stärke aus dem Privileg der Uniform und ohne die Privilegien abzuschaffen, gibt es keine Gleichheit. (Unrechtmäßiger Prozess) (6)

Mon 4ème procès fut pour avoir fait tomber la clôture de l'ANDRA autour de son projet d'enfouissement de déchets nucléaire à Bure. Je me suis défendu au tribunal expliquant la raison de cet acte collectif. La procureure demande 5 mois de prison ferme et 5 mois de sursis, le juge donnera 4 mois avec sursis. Le parquet mécontent, décide de faire appel. Je n'ai toujours pas la date. Voici le compte rendu complet avec les dialogues du procès. (7)

Mon 5ème procès est basé sur mon précédent procès de la clôture de l'ANDRA. Le commandant de Gendarmerie DUBOIS m'accuse de diffamation suite à un article de « Mediapart » (8) retranscrivant le discours que j'ai fait au tribunal. Lorsque j'y relate mon interpellation, je précise que ce commandant m'a étranglé pendant plusieurs longues secondes, que je n'arrivais ni à parler, ni à respirer. Le médecin au début de la GAV notera une rougeur de type griffure de 8 cm sur le cou. Afin de le pousser à la vérité, je fais croire dans mes échanges téléphoniques et mail non sécurisé que j'ai reçu une vidéo que je garde pour la fin du procès où l'on voit son étranglement. Le commandant pendant l'audience précisera (chose qu'il n'avait pas faite dans ses PV d'auditions) qu'il a entouré avec son bras ma tête afin de me protéger pour que celle-ci ne cogne pas le sol, il ne reconnaît pas l'étranglement. Je suis condamné à 1400 € pour « atteinte à l'honneur » et « diffamation » ainsi que les frais de justice du commandant. Pourquoi n'ai-je pas porté plainte pour l'étranglement ? Parce que c'est la police qui m'agresse et que l'on porte plainte chez la police. Parce que j'ai déjà essayé suite au coup de poing que je me suis pris au visage pendant la manifestation contre la loi travail et que c'est finalement moi qui suis condamné pour « Rébellion ». D'ailleurs, j'ai aussi été accusé de rébellion le jour où je me suis fait étrangler mais finalement je suis relaxé de ce chef d'inculpation le jour du procès. Pourtant je gesticulais des bras et des jambes cachant mes mains et essayant de m'échapper ! Ceci est le fruit d'un pacte silencieux qui s'est fait naturellement de manière inconsciente. Tu ne dis rien sur mon étranglement, je ne te poursuivrai pas pour rébellion. Mais si tu oses le dénoncer, la bande organisée gendarmes que se fera un plaisir de porter une atteinte à la vérité pour sauver l'honneur du commandant. Retrouvez-ici le compte rendu de l'audience (9)

Meinen vierten Prozess bekam ich, weil wir den Zaun von ANDRA um sein Atommüllprojekt in Bure eingerissen hatten. Ich habe mich vor Gericht verteidigt und den Grund für diese gemeinschaftliche Aktion erläutert. Der Staatsanwalt beantragte 5 Monate Haft und 5 Monate Bewährungsstrafe, der Richter verhäng 4 Monate Bewährungsstrafe. Der unzufriedene Staatsanwalt legte daraufhin Berufung ein. Ich habe das Datum noch nicht. Hier ist der vollständige Bericht mit den Dialogen in dem Prozess. (7)

Mein fünfter Prozess basiert auf meinem vorherigen, wegen des ANDRA - Zauns. Der Einsatzleiter der Gendarmerie DUBOIS beschuldigte mich der Diffamierung, nachdem ich in einem Artikel im „Mediapart“ (8) die von mir vor Gericht gehaltene Rede noch einmal niedergeschrieben hatte. Als ich von meiner Verhaftung erzähle, gebe ich an, dass dieser Einsatzleiter mich für einige lange Sekunden so gewürgt hatte, dass ich weder sprechen noch atmen konnte. Ein Arzt, der zu Beginn der Festnahme anwesend war stellte eine 8 cm lange Schürfwunde am Hals fest. Um den Polizeiführer zur Wahrheit zu bringen, lasse ich in meinem ungesicherten Telefon- und E-Mail-Verkehr erscheinen, dass ich ein Video erhalten habe, in dem er beim Würgegriff zu sehen ist und das dieses Video zum Ende des Prozesses vorgelegt werden wird. Der Polizeiführer gibt während der Anhörung an (was er in seinen Anhörungsprotokollen nicht getan hatte), dass er meinen Kopf mit seinem Arm umgab, um mich zu schützen, damit er nicht auf den Boden trifft, den Würgegriff bestreitet er hingegen. Ich werde wegen "Ehrenbeleidigung" und "Verleumdung" zu 1400 Euro Strafe verurteilt und muss sogar die Gerichtskosten des Polizeiführers tragen. Warum habe ich keine Strafanzeige wegen des Würgegriffs erstattet? Weil es die Polizei ist, die mich angreift... und dann kann man eine Anzeige bei der Polizei selber erstatten. Weil ich das bereits einmal versucht habe, nach dem Faustschlag ins Gesicht während der Demonstration gegen das neue Arbeitsrecht. Letztlich war ich derjenige, der wegen "Rebellion" verurteilt wurde. Genauso wurde mir auch an dem Tag, an dem ich gewürgt wurde, „Rebellion“ vorgeworfen, doch diesmal wurde ich am Tag des Prozesses von dieser Anklage freigesprochen. Doch ich gestikuliert mit Armen und Beinen, die meine Hände verbargen und (*versuchte zu fliehen oder wäre am liebsten davongelaufen*)! Dies ist das Ergebnis eines stillen Paktes, der natürlich unbewusst geschlossen wurde. Du sagst nichts über den Würgegriff, ich werde dich nicht wegen Rebellion verurteilen. Aber wenn du es wagst, ihn anzuprangern, diese organisierte Bande von Gendarmen, denen es gefällt die Wahrheit zu verdrehen, um die Ehre des Einsatzleiters zu retten... Hier findet ihr das Protokoll der Anhörung (9)

Sans l'amnistie par le parlement (grâce à l'article 133-9 code pénal) des condamnations de ces 3 procès illégitimes ainsi que le désistement de l'appel du parquet pour la clôture de l'ANDRA, je n'accepterai pas de me rendre dans ce que l'on nomme avec ignorance justice. Ayant vécu dans leur enceinte l'acharnement et le mensonge embelli sous le vocabulaire pompeux de la judiciarisation, mon dégoût m'amène aujourd'hui à ne plus vouloir goûter à leur injustice. Je choisis la cavale. J'aurai préféré ne pas jouer ce jeu du chat et de la souris. Mais que voulez-vous, je ne suis qu'une souris, ne soyez plus chat.

Je tiens à préciser que je refuserai l'amnistie ou la grâce si elle est délivrée par Macron. C'est un arriviste élu pour deux raisons. La première est qu'il existe un rapport entre le temps de passage à la télévision et le résultat des élections, comme Macron vient de la finance et que la majorité des médias appartiennent aux riches, la propagande médiatique est à son avantage. La deuxième est qu'il a servi de barrage au FN, chose bien triste car mieux que le bulletin de vote par dépit il existe le pavé de Paris. On peut en faire de bonnes barricades et c'est un magnifique projectile qui nous permet de ne pas faire de compromis.

Entre le président ou le parlement, j'opte donc pour la moins mauvaise des solutions comme dirait Nicolas Hulot sur Bure malgré sa conviction antérieure « *Cigéo je dis non* ». Contrairement à ce ministre de l'environnement, l'amnistie ne me fera pas retourner ma veste. Je continuerai à dire que le pouvoir est à détruire et non à conquérir. Et si un jour je ne le pense plus, ne m'écoutez plus et fuyez loin de moi. D'ailleurs, n'attendez rien de moi, attendez tout de vous. Aucun représentant, soyons nos propres maîtres.

Considérant les révoltes et grèves actuelles contre la politique du gouvernement macron, si une révolution venait à arriver, celle-ci permettrait peut-être, comme cela s'est déjà vu historiquement, l'amnistie des prisonniers politiques et donc l'abandon des condamnations. Et qui sait, l'agitation gagnera peut-être aussi l'Allemagne !

Gendarmes, policiers, juges et gouvernants, en l'attente de vous voir quitter votre position oppressive et dominante En l'attente de vous voir la quitter soit par vous-même, soit par la contrainte révolutionnaire. Veuillez accepter ce modeste présent, ces quelques mots que je jette à la gueule des puissants. Puissiez-vous me retrouver ou avoir la sagesse, abandonnant ces procès inutiles, de me laisser venir à vous.

Ohne eine Amnestie durch das Parlament (lt. Artikel 133-9 des Strafgesetzbuches) für die Verurteilungen dieser drei illegitimen Prozesse und die Zurücknahme der Revision des Staatsanwalts wägen des Schutzzauns von ANDRA werde ich nicht akzeptieren, auf das einzugehen, was mit viel juristischer Ignoranz gegen mich aufgefahren wird. Nachdem ich die Gnadenlosigkeit und die Lügen, die unter dem prunkvollen Vokabular der Verrechtlichung beschönigt wurden durchlebt habe, führt mich mein Ekel dagegen heute dazu, ihre Ungerechtigkeit nicht weiter schmecken zu wollen. Ich wähle den Ausreißer (Ausbruch / Flucht). Mir wäre lieber, dieses Katz- und Mausspiel nicht spielen zu müssen. Aber was willst du, ich bin nur eine Maus... sei keine Katze mehr.

Ich möchte klarstellen, dass ich eine Amnestie oder Begnadigung ablehnen werde, wenn sie von Macron gewährt wird. Er ist aus zwei Gründen ein gewählter Karrierist. Die erste ist, dass es einen Zusammenhang zwischen Fernsehzeit und Wahlergebnissen gibt, da Macron aus dem Finanzbereich kommt und die Mehrheit der Medien zu den Reichen gehört, ist die Medienpropaganda zu seinem Vorteil. Das zweite ist, dass er als Barriere für den Front National benutzt wurde. Eine traurige Sache, denn besser als der Stimmzettel aus Trotz ist der Pflasterstein von Paris. Wir können daraus gute Barrikaden bauen und er ist ein großartiges Wurfgeschoss, das uns erlaubt, mal keine Kompromisse einzugehen.

Zwischen dem Präsidenten oder dem Parlament entscheide ich mich daher für die am wenigsten schlechte Lösung sagte einmal der (ehemalige) Umweltminister Nicolas Hulot und das trotz seiner früheren Verurteilung zu Bure "Cigéo, ich sag nein sagte". Im Gegensatz zu diesem würde mich die Amnestie nicht dazu bringen, mich abzuwenden. Ich werde weiterhin sagen, dass die Macht zerstört und nicht erobert werden soll. Und wenn ich eines Tages nicht mehr so denke, hört mir nicht mehr zu und lauft von mir weg. Außerdem erwartet nichts von mir, erwartet alles von euch selbst. Keine Vertreter, lasst uns unsere eigenen Meister sein.

Angesichts der derzeitigen Revolten und Streiks gegen die Politik der Macron-Regierung könnte eine Revolution, wenn sie stattfinden sollte, vielleicht, wie bereits historisch vorgekommen, die Amnestie der politischen Gefangenen und damit die Aufhebung der Strafen ermöglichen. Und wer weiß... die Turbulenzen könnten sich auch auf Deutschland ausweiten!

Gendarmen, Polizisten, Richter und Herrscher, man (er-) wartet (darauf), dass ihr eure repressive und dominante Position verlasst. Man (er-) wartet (darauf), dass ihr sie entweder selbst oder durch revolutionären Zwang verlässt. Nehmt dieses bescheidene Geschenk an, diese wenigen Worte, die ich in das Maul der Mächtigen werfe. Mögt ihr mich aufspüren oder die Vernunft haben, diese nutzlosen Prozesse aufzugeben, damit ich (*auf euch zukommen kann. ?*)

Que l'éclat de la vérité triomphe sur l'obscurité des préjugés.

Que l'insurrection vienne.

Force aux 6 personnes encore incarcéré-e-s actuellement en Allemagne suite aux manifestations du G20.

Force aux victimes des violences policières si souvent invisibilités ou stigmatisées.

Mort à la propagande d'État

Mort à l'oppression

Mort aux privilèges

Vive la liberté

Vive l'anarchie

L'anarchie n'est point le chaos, mais comme disait Proudhon "l'ordre sans le pouvoir".

À ne pas manquer : le documentaire d'Arte « Une histoire de l'anarchisme »(10) de Tancredi Ramonet pour chasser le brouillard entourant l'idéal.

Lisons, osons nos rêves et demain sera beau.

PS : Il y a une manifestation le 16 juin à Bar-le-Duc contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure. Vu le mandat d'arrêt, je ne compte pas prendre le risque d'y aller. Mais vous, peut-être que vous avez cette chance de pouvoir manifester ! Il y a un projet fou à enterrer et une forêt à protéger.

Loïc

- 14 juin 2018
- Par [loiccitation](#)
- Blog : [Le blog de loiccitation](#)

Möge die Helligkeit der Wahrheit über die Dunkelheit der Vorurteile siegen.

Lasst den Aufstand kommen.

Kraft den 6 noch inhaftierten Leuten in Deutschland nach den G20-Demonstrationen.

Kraft für die Opfer von Polizeigewalt, so oft unsichtbar oder stigmatisiert.

Tod der staatlichen Propaganda

Tod der Unterdrückung

Tod den Privilegien

Es lebe die Freiheit

Es lebe die Anarchie!

Anarchie ist kein Chaos, sondern, wie Proudhon sagte: "Ordnung ohne Macht".

Nicht zu verpassen: Arte's Dokumentarfilm "A History of Anarchism"(10) von Tancredi Ramonet, um den Nebel um das Ideal herum zu verjagen.

Lasst uns lesen, lasst uns unsere Träume wagen und morgen wird es schön sein.

PS: Am 16. Juni findet in Bar-le-Duc eine Demonstration gegen das Atommülldeponieprojekt in Bure statt. Angesichts des Haftbefehls werde ich nicht das Risiko eingehen, dorthin zu gehen. Aber du, vielleicht hast du dieses Glück (Chance), zu demonstrieren! Es gibt ein verrücktes Projekt zu begraben und einen Wald zu beschützen.

Loïc

Einziges Foto in diesem Blog - Artikel von Loïc (Juni 2018)

